

Le pianiste et le chef d'orchestre

L'africanisme et le pouvoir aux États-Unis

NÉ de la conjoncture des années 50, porté sur les fonds baptismaux de l'Université par le soutien financier du gouvernement fédéral et des grandes fondations, nourri aux mamelles de l'anthropologie fonctionnaliste anglo-saxonne, l'africanisme américain sort des limbes à la veille des indépendances africaines lorsqu'une poignée de *social scientists* prennent l'initiative de créer l'African Studies Association (ASA). Résultat d'une alchimie complexe, l'ASA porte en elle-même les germes d'une contradiction qui n'a cessé de susciter des doutes quant à son image et à sa vocation. En tant qu'association professionnelle, elle s'interdit de « faire de la politique ». Or, tout concourt au maintien de liens plus ou moins contraignants, plus ou moins pervers avec le pouvoir : les circonstances mêmes de sa création ; l'empreinte prégnante du financement de la recherche que certains de ses membres entreprennent à titre individuel pour le compte de telle ou telle agence gouvernementale : les jugements de valeur et prises de position auxquels invite inévitablement la connaissance de l'Afrique contemporaine ; l'insertion temporaire ou permanente de certains de ses membres dans les circuits de l'administration. De cette rencontre entre l'africanisme universitaire et le pouvoir sont nées la plupart des crises qui depuis vingt-cinq ans ont secoué l'ASA. Nous y reviendrons.

Nous sommes en 1957. Jusqu'alors les études africaines ont été un *one-man show* animé par le père fondateur, gourou et ethnologue de talent que fut Melville Herskovits. Ce qui unit et inspire la trentaine d'africanistes qui prennent part à la séance

* Je tiens à exprimer ma gratitude à Denis Martin et James Coleman pour leurs commentaires et critiques de la première version de cet article, étant entendu que je reste seul responsable des jugements que j'y exprime.

inaugurale du 22 mars 1957, à New York, c'est le sentiment qu'ils éprouvent d'un moment à saisir. Ce moment de l'histoire, annonciateur de mutations majeures à une échelle continentale, offre aux sciences sociales, en même temps qu'un champ de recherches pratiquement illimité, une occasion d'affirmer leur capacité à contrôler l'évolution des sociétés humaines, plus particulièrement celle des sociétés « en transition », africaines et autres. Cette foi positiviste, si typique de l'Amérique des années 50 et 60, se double d'une sorte d'exaltation (*exciting* traduit mieux la qualité de cet enthousiasme académique) devant les fécondations imprévues qui semblent accompagner le dégel de l'emprise coloniale : par certains l'africanisme est perçu comme un moyen de participer à l'élaboration de l'avenir du continent africain ; mais aussi une façon de se définir par rapport à une Amérique qui reste, qu'on le veuille ou non, « ambiguë » elle aussi, et dont les composantes ethniques et historiques évoquent de multiples convergences avec l'Afrique. Pour beaucoup de chercheurs, la perspective des indépendances africaines est, comme dirait Marx, une occasion de « régler des comptes avec sa propre conscience philosophique ».

Sans aller au fond des motivations qui animent cette première génération d'africanistes, il va de soi qu'elles traduisent des dispositions très diverses. Est-ce un hasard si bon nombre d'entre eux sont originaires de minorités ou de groupes « marginaux » et trouvent dans l'observation des phénomènes africains une résonnance, un défi qui répond à leurs préoccupations sociales et politiques ? Est-ce un hasard si leurs perceptions de l'Afrique, tout au moins en ce qui concerne certains africanistes d'origine juive et afro-américaine, se modifient au rythme de la conjoncture internationale ; pour ceux-ci, suivant les choix et les aléas de la politique africaine des États-Unis ; pour ceux-là, à travers le jeu des relations israélo-africaines ; pour les uns et les autres, enfin, en fonction des complicités et des convergences israélo-sud-africaines ?

Sans doute est-il difficile de généraliser à partir des cas particuliers qui nous viennent à l'esprit. Ce qu'il convient de souligner, c'est la fluidité des représentations que les africanistes américains ont de l'Afrique. Elles ne sont pas une réalité figée. Elles sont en partie le reflet du pluralisme qui caractérise la société américaine, en partie la conséquence des changements structurels et conjoncturels à travers lesquels s'appréhende, d'un moment de l'histoire à l'autre, l'image de l'Afrique.

La théologie du développement

Au départ, cependant, un consensus idéologique prend forme, que tend à renforcer la demande sociale. Ce consensus s'articule

autour de l'idéologie du développement (1). Fondée sur l'idée d'un progrès linéaire devant entraîner les sociétés « en voie de développement » sur le chemin de la démocratie, de la croissance économique et de l'égalité sociale, et ceci grâce à des programmes et des « stratégies » se réclamant d'une forme de rationalité typiquement libérale et positiviste, cette idéologie fait rapidement figure d'orthodoxie auprès de la plupart des chercheurs et enseignants en sciences sociales. Jusqu'au début des années 70, le gros des travaux en science politique africaniste est consacré aux thèmes « développementalistes » (2), mais cet engouement se manifeste également chez les historiens, anthropologues et économistes. Compte tenu des outils et des perspectives propres à chaque discipline et des optiques particulières aux individus, les uns et les autres sont persuadés qu'ils peuvent jouer un rôle déterminant dans la mise en œuvre de programmes de développement. Soit en mettant au jour les racines historiques du sous-développement, soit en révélant aux décideurs chargés de promouvoir le développement les clefs du « décollage » économique, soit encore en mettant en relief les conditions sociologiques (ce que les adeptes de Talcott Parsons nomment les *functional requisites*) de la modernisation politique. Tout comme « les réalités historiques concrètes du passé africain sont plus prétexte qu'objet autonome d'analyse » (3), les données du présent sont souvent tordues pour satisfaire aux exigences des cadres conceptuels de l'idéologie dominante. De tout cela émerge une sorte de théologie du développement qui s'harmonise parfaitement avec les principaux courants de pensée qui traversent les sciences sociales américaines.

La manne des grandes fondations n'est jamais plus accessible que lorsque les critères de la recherche recourent ceux de la demande sociale. Il est frappant à cet égard de constater combien les programmes de développement entrepris par la Ford et la Rockefeller s'inspirent des percées théoriques et opérationnelles nées de ce remue-ménage « développementaliste ». Que certains des plus éminents représentants de cette idéologie (Francis Sutton, Kenneth Thompson, Philip Bell, Michael Todaro, James Coleman) se soient vu confier d'importantes responsabilités administratives au sein de ces fondations n'est peut-être pas entièrement

(1) Voir à ce propos les commentaires de celui qui fut l'un des architectes de cette idéologie avant de devenir vice-président adjoint de la Fondation Ford, Francis X. Sutton, « Rationality, development and scholarship », *Items* 36 (4), 1982, pp. 49-57.

(2) Pour une analyse détaillée des orientations de la science politique américaine sur l'Afrique, voir l'excellente étude

de James S. Coleman et C.R.D. Halisi, *American political science and Middle Africa: universalism vs. relativity*, fév. 1983, dactyl.

(3) Bogumil Jewsiewicki, « L'histoire en Afrique ou le commerce des idées usagées », in Alf Schwartz ed., *Les faux prophètes de l'Afrique*, Québec, Presses de l'Université de Montréal, 1980, passim.

l'effet du hasard. Ce qu'il importe de souligner, c'est la nature de l'échange social qui tend à réguler les relations entre les fondations et les chercheurs en sciences sociales : tout comme les fondations restent encore largement tributaires de l'expertise des sciences sociales pour mettre en œuvre leurs projets de développement — que ce soit dans l'enseignement, l'animation rurale, la gestion des entreprises ou la formation des cadres — les spécialistes en sciences sociales sont également à la merci des fondations pour élaborer leurs propres projets, sans parler du prestige et de l'avancement professionnel qui en résultent. L'accolade des grandes fondations n'est pas nécessairement la clef du succès ; c'est en tout cas un atout non négligeable.

C'est ainsi que l'essor des études africaines de 1960 à 1970 correspond à une courbe ascendante dans le programme de financement des sciences sociales par les fondations Ford et Rockefeller. Durant cette période, le nombre des africanistes américains passe de 200 à 1 800 ; parmi eux, beaucoup participeront au programme de développement universitaire financé par la Fondation Rockefeller à partir de 1963 dans plusieurs pays d'Afrique, en particulier au Zaïre, au Nigeria, en Tanzanie, au Kenya et en Ouganda. Notons à titre indicatif qu'un total de 45 millions de dollars fut alloué par la Rockefeller, de 1963 à 1981, pour la promotion des sciences sociales dans le Tiers monde ; environ 52 % de cette somme furent consacrés à l'Afrique. Parallèlement, au cours de la période 1950-1975, la Fondation Ford dépensa 166 millions de dollars pour la promotion de l'enseignement et de la recherche universitaire en Afrique (4). Même si ces opérations de financement n'ont pas toujours atteint leurs objectifs « développementalistes » (5), elles ont néanmoins contribué de façon décisive à la croissance de l'africanisme universitaire américain.

(4) Chiffres communiqués à l'auteur par James S. Coleman, à qui j'exprime ici ma gratitude. Voir également, en ce qui concerne le cas de la Rockefeller, Laurence Stiffel, Ralph K. Davidson, et James S. Coleman, « Agencies of diffusion : a case study of the Rockefeller Foundation », in Stiffel, Davidson et Coleman, ed., *Social sciences and public policy in the developing world*, Lexington (Mass.) Lexington Books, 1982, pp. 57-82.

(5) Un exemple classique est celui de l'École nationale de droit et d'administration, à Kinshasa, à laquelle la Fondation Ford consacra un total de 3,5 millions de dollars sur une période de dix ans : le moins qu'on puisse dire c'est que cet investissement « sectoriel » n'a guère été rentable... Voir également le réquisitoire

formulé par Benoît Verhaegen sur « La crise de la recherche zaïroise : 1967-1977 », dans *L'enseignement universitaire au Zaïre : De Lovanium à l'Unaza*, Paris, L'Harmattan, 1978, pp. 171-191 ; l'auteur, dont les recherches ont été maintes fois financées par la Fondation Ford, reste, comme on pouvait s'y attendre, extrêmement discret sur le rôle des grandes fondations au Zaïre. Pour un jugement particulièrement sévère sur la façon dont ces fondations ont contribué aux processus de modernisation politique dans les pays du Tiers monde, voir Clifford Geertz, « Social science policy in a new State : a programme for the stimulation of the social sciences in Indonesia », *Minerva* 12 (3), 1974, p. 381.

Demande sociale et tentation politique

Pour répondre aux impératifs du développement sectoriel (*sectoral development activities*), c'est vers les sciences sociales et économiques que se tournent les fondations pour la formation et le recrutement de leurs « contractuels » africanistes. C'est à ce niveau, celui de la formation africaniste des chercheurs et enseignants, que l'intervention du gouvernement fédéral américain s'avère déterminante. On ne soulignera jamais assez l'importance des subsides fédéraux aux études africaines octroyés par le « Title VI » du *National Defense and Education Act* (NDEA) de 1958. C'est en effet par le canal de cette législation qu'ont été fondés la plupart des centres d'études africaines rattachés aux universités. L'effort budgétaire initialement consenti pour la mise en place de ces centres — allant de 7 millions de dollars en 1960 à 17 millions en 1979 (6) — explique leur essor prodigieux à partir des années 60. Même si, en 1983, 9 centres d'études africaines seulement sur un total d'environ 40 jouissent des subsides du *Title VI-NDEA*, ceux-ci se chiffrent néanmoins à 21 millions de dollars pour l'exercice en cours, auxquels s'ajoutent 5 millions supplémentaires alloués sous la rubrique des bourses Fullbright. Malgré les tentatives répétées de l'administration Reagan pour mettre fin au programme de financement Fullbright-NDEA, l'action du Congrès a jusqu'à présent réussi à maintenir les dépenses publiques en faveur des études africaines à un niveau relativement élevé.

Qu'on ne s'y trompe pas : à la demande sociale provenant de l'utilisation d'un nombre croissant d'« experts » du développement, s'ajoutent des considérations d'ordre politique. Qu'on le veuille ou non, au départ, la bienveillance du gouvernement américain vis-à-vis des études africaines n'est pas désintéressée. Le titre même du NDEA ne laisse aucun doute quant aux intentions du Congrès : promouvoir la sécurité et l'intérêt national des États-Unis à travers les « usines d'experts » que deviendront bientôt ces centres, et pallier ainsi la carence des connaissances américaines sur le Tiers monde, tel est l'objet du NDEA. Face à l'univers méconnu du Tiers monde et de l'Afrique en particulier, le légis-

(6) Sue E. Berryman et al., *Foreign language and international studies specialists : The marketplace and national policy*, Santa Monica (Calif.), Rand Corporation, sept. 1979, p. 40. Notons que ces chiffres se rapportent à l'ensemble des centres d'études régionales (*area centers*), et non pas exclusivement aux centres d'études africaines. Ajoutons par ailleurs que certai-

nes fondations ont également participé au financement de ces centres à une très vaste échelle. C'est ainsi que de 1960 à 1967, la Fondation Ford devait investir 217 millions de dollars dans la mise en place et le développement de ces centres — pour atteindre le chiffre record de 50 millions en 1966 (*ibid.*, p. 39).

lateur convoque l'appui des sciences sociales : de cette initiative sont nées de multiples vocations d'africanistes.

Pour aller à la rencontre de l'Afrique, il y a par ailleurs le viatique des contrats de recherche et consultations auprès de divers organismes gouvernementaux, tels que le Département d'État, le Département de la Défense, voire la CIA. Nous touchons là à un point extrêmement sensible autour duquel se sont cristallisées des prises de position diamétralement opposées. Le rôle de « conseiller du Prince » n'est pas de ceux qui s'accordent facilement avec la déontologie des sciences sociales. Encore faut-il s'entendre sur ce que recouvre l'expression : conseiller de quel Prince, à quel titre, à propos de quoi ? Abandonner la profession universitaire pour devenir chef des opérations de la CIA pour l'Afrique (7) est une chose, témoigner devant une commission d'enquête du Congrès en est une autre.

Les rapports entre l'africanisme et le champ politique américain s'articulent autour de liens plus ou moins étroits, plus ou moins formels, dont la complexité reflète le système social polymorphe des États-Unis. En gros, on peut dire que l'insertion des africanistes dans les réseaux du pouvoir varie suivant quatre types de situation :

(1) Au niveau du recrutement politique, cette relation est particulièrement étroite et formalisée ; encore faut-il tenir compte du rang des intéressés. Si la nomination de Chester Crocker, ancien directeur des études africaines au Center for International and Strategic Studies de l'Université de Georgetown, au poste de sous-secrétaire d'État pour les Affaires africaines illustre parfaitement l'importance du recrutement politique, il faut également noter qu'il est le seul africaniste à avoir occupé une position aussi éminente.

(2) Les contrats de recherche et consultations auprès d'agences gouvernementales (Département de la Défense, US/AID, etc.) offrent également une très large gamme de contacts avec les milieux officiels, mais sans toutefois permettre de préjuger de la manière dont cette relation est susceptible d'influencer le contenu de la recherche.

(3) Les interventions ponctuelles, épisodiques, d'africanistes auprès de certaines instances gouvernementales, telle que la sous-commission pour l'Afrique de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des Représentants, sont devenues particulièrement fréquentes : elles sont le meilleur moyen pour ceux-ci d'influencer le contenu de la politique africaine des États-Unis dans le sens qui leur semble le plus favorable.

(7) C'est le cas notamment d'un ancien président et secrétaire exécutif de l'ASA, Gray Cowan — manière pour le

moins étonnante de mettre les études africaines au service de l'intérêt national des États-Unis !

(4) Il y a enfin les multiples activités entreprises à titre individuel ou collectif visant à mobiliser l'opinion publique américaine : lettres de lecteurs africanistes aux organes de presse, allocutions devant tel ou tel groupe d'intérêts locaux, résolutions adoptées par l'ASA, etc. On peut bien sûr discuter de l'efficacité de ce type d'intervention sur l'opinion publique américaine. Celle-ci, comme on le sait, est particulièrement indifférente aux questions qui touchent à l'Afrique, à moins qu'elles ne mettent en jeu des rivalités Est-Ouest. Ce qui mérite d'être souligné, c'est l'ambivalence des relations entre l'africanisme et le pouvoir : les phénomènes d'irradiation ne sont jamais à sens unique.

Quoi qu'il en soit, et même si certains rechignent devant cette vérité d'évidence, il est certain que l'accroissement des dépenses gouvernementales consacrées à la recherche contractuelle (*government-sponsored research*) met directement en cause l'autonomie de la recherche et l'intégrité professionnelle des chercheurs, particulièrement lorsqu'il s'agit de contrats de recherche passés par le Département de la Défense ou la CIA. De 1949 à 1964, environ 76 millions de dollars furent attribués à la recherche sur l'Afrique par divers organismes gouvernementaux, dont 70 % par l'Agency for International Development (AID), et 5 % par le Pentagone (8). Outre que ces dépenses ont considérablement augmenté au cours des deux dernières décennies, la part des sommes allouées au Département de la Défense et à la CIA pour la recherche « opérationnelle » a également augmenté, en valeur absolue et relative. Les méthodes de « marketing » se font plus agressives : il est arrivé que la CIA lance ses appels d'offres dans les pages de revues professionnelles ; les offres de contrat du Département de la Défense, et particulièrement de la Defense Intelligence Agency, sont éventuellement communiquées aux divers centres d'études africaines ou à leurs membres à titre individuel (9). Cette utilisation d'une partie de plus en plus importante des compétences africanistes au profit du gouvernement, et à des fins plus ou moins avouées, a suscité de très vives controverses au sein de l'ASA. Alors que certains proclament ouvertement, au nom de l'intérêt national et de la « libre entreprise », la nécessité de préserver la liberté contractuelle des *social scientists*, d'autres sont au contraire suffisamment conscients des dangers du détournement de la recherche à des fins politiques pour s'en alarmer et condamner sans réserve cette insertion dans les réseaux du pouvoir.

(8) Voir Vernon Mc Kay, « The American Government and the American africanist », *Africa Report*, nov. 1966, p. 51.

(9) Voir à ce propos la lettre de protestation communiquée par le conseil d'admini-

nistration de l'ASA au directeur de la Defense Intelligence Agency dans *ASA News*, oct.-déc. 1981, et la réponse de ce dernier dans le numéro de janv.-mars 1982 de l'*ASA News*.

Déjà en 1966, l'American Anthropological Association (AAA) mettait en garde ses membres contre la tentation, à laquelle bon nombre avaient déjà succombé, « d'utiliser les programmes de recherche, ainsi que les étiquettes "anthropologie" et "anthropologue", pour masquer des activités à caractère non scientifique ». Parmi les critères de la recherche scientifique « légitime » mentionnés par l'AAA, figurent « la mise en lumière (*full disclosure*) de l'organisme contractuel (*sponsorship*), de la source de financement, des buts de la recherche et la publication des résultats » (10). Loin de provoquer l'unanimité, cette prise de position devait susciter immédiatement des opinions contraires. On n'en veut pour preuve que les réserves exprimées par Vernon Mc Kay dans son allocution à la réunion annuelle de l'ASA, le 26 octobre 1966. Arguant de la nécessité de préserver le caractère confidentiel de la recherche entreprise pour le compte du Département d'État ou du Bureau du renseignement et de la recherche (Intelligence and Research Bureau), Mc Kay ne s'embarrassait guère de scrupules pour exonérer de toute faute professionnelle ou déontologique les bénéficiaires de contrats passés avec les organismes gouvernementaux (11). Selon lui, la chasse aux contrats ne devrait connaître aucune restriction. On comprend mieux, dès lors, les réserves que certains éprouvent encore aujourd'hui vis-à-vis de l'africanisme universitaire américain. Au reproche classique que « l'africaniste vit de l'Afrique comme le pianiste du piano » (12) s'ajoute le soupçon que la relation du pianiste au chef d'orchestre ne soit pas des plus désintéressées.

La crise de Montréal

C'est à la lumière de cette remise en question de la finalité de la recherche qu'il faut appréhender la crise de 1969, lors de la réunion conjointe de l'Association canadienne des études africaines et de son homologue américaine, à Montréal. Sous son aspect le plus tangible, le plus immédiat, la crise s'apparente à la fois à une sorte de happening « luddite » et à un rite d'inversion. A un signal donné, on sabote les commissions, on fait irruption dans les salles de conférence, on saisit de force les micros. Le scénario n'est pas sans rappeler celui de mai 68. Or, le fer de lance du mouvement est constitué par un groupe de Noirs américains, autour duquel gravitent une poignée d'Antillais et d'Africains.

(10) *American Anthropological Association Fellow Newsletter* 8 (1), 1967, p. 5.

(11) *Ibid.*

(12) La phrase est de Pierre Alexandre, « Introduction aux études africaines », in

Denis Martin, Tatiana Yannopoulos ed., *Guide de Recherche : L'Afrique noire*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1973, p. 14.

Leurs revendications s'articulent autour de deux sortes de doléances. Il y a d'abord l'argument du racisme institutionnel attribué à l'africanisme universitaire américain. Il y a ensuite la mise en accusation de l'africaniste blanc en prise directe avec les réseaux du pouvoir, l'africaniste à la solde des instances gouvernementales. Les commentaires d'un étudiant sud-africain, deux ans après Montréal, sont à cet égard extrêmement révélateurs :

« Nous ne pouvions plus tolérer que l'africanisme reste le passe-temps sabbatique de l'université blanche ; nous aurions trahi nos responsabilités si nous n'avions mis l'accent sur le parallèle frappant que nous avons décelé entre les réunions académiques de l'apartheid sud-africain, d'une part, et celle de l'ASA, d'autre part. La réaction de surprise affichée à Montréal par la majorité des africanistes blancs, tout comme les réponses puériles et outrées de leurs protégés, en disent long sur le type de conseils qu'ils donnaient au Département d'État... L'infrastructure des présuppositions de l'époque coloniale reste invulnérable au changement » (13).

Le choc psychologique de la crise de Montréal devait en fait altérer profondément le climat et la structure institutionnelle des études africaines : la grande majorité des africanistes noirs américains allait rapidement se désolidariser de l'ASA pour se joindre à une institution rivale, et entièrement composée d'Afro-Américains, l'American Heritage Studies Association (AHSA) ; simultanément un certain nombre d'africanistes blancs se retireraient eux aussi de l'ASA, mais pour des raisons inverses ; au sein de l'ASA, de nouvelles mesures furent adoptées pour permettre une représentation plus équitable des éléments afro-américains dans ses organes de direction, en particulier au conseil d'administration, tandis qu'était mise sur pied une commission destinée à organiser régulièrement des débats publics sur les problèmes politiques de l'Afrique contemporaine (Committee on Current Issues). Notons enfin qu'après Montréal, plusieurs africanistes africains, dont Ali Mazrui, Idriss Markward et Victor Uchendu, furent élus à la présidence de l'Association. A travers les scissions et remaniements qui ont suivi la crise, c'est donc un nouveau type d'africanisme qui prend forme, plus conscient de ses responsabilités et de son éthique professionnelle, plus ouvert aux reven-

(13) Mlahleni Njisane, « The African Studies Association : priority issues », *Issue*, automne 1971, p. 3. A l'appui de ses réserves vis-à-vis de l'« Université blanche », l'auteur cite la question suivante posée dans un examen en géographie dans un collège de Californie « d'assez grande envergure » (« a college of no mean stan-

ding ») : « Vous êtes moitié Luo, moitié Kikuyu, fils d'une prostituée de Nairobi : vous venez de saisir les rênes du gouvernement par un coup d'État militaire. Quels sont vos plans pour imprimer au pays la direction que vous souhaitez ? » (*ibid.*, p. 2).

dications des Afro-Américains, plus sensible aux conjonctures du continent.

Cette fronde étrange que fut le congrès de Montréal n'a pas lavé l'ASA de toutes ses tares, réelles ou imaginaires. Elle représente néanmoins un tournant dans la vie de l'Association et reste encore aujourd'hui le point de référence à partir duquel se situent la plupart des tentatives d'*aggiornamento* qui s'échelonnent plus ou moins régulièrement au cours des réunions annuelles de l'ASA.

Le schisme de 1969 réapparaîtra-t-il à une date future, sous une forme nouvelle et plus radicale, où les revendications de classe remplaceront celles de la race, comme le suggère Wallerstein (14) ? Il serait téméraire de lire dans les convulsions et les séquelles de Montréal une nécessité historique, marxiste ou autre. Ce qui est certain, c'est que, depuis lors, de nouvelles voix se sont fait entendre, de nouveaux problèmes sont apparus qui préoccupent particulièrement ceux d'entre nous dont la profession d'africaniste dépasse l'usage que le pianiste fait de son piano.

Nouvelles voix et nouvelles voies

Il y a en premier lieu la critique des chercheurs et intellectuels africains, où domine le point de vue récemment exprimé par le Kényan Ngugi wa Thiong'o : il faut, disait-il, éviter d'appliquer à l'Afrique « les pâles imitations des modèles économiques et politiques occidentaux, et reconnaître la nécessité de trouver des solutions proprement africaines aux problèmes de l'Afrique » (15). Ce thème revient avec insistance sous la plume d'Africains venus d'horizons géographiques et disciplinaires très divers (16). Pour eux, et également pour un certain nombre d'africanistes blancs attentifs à leurs critiques, il s'agit avant tout d'affranchir les cadres conceptuels, l'outillage méthodologique et les priorités de la recherche africaniste, d'une vision essentiellement eurocentrique ou anglo-américaine, en tout cas mystificatrice, de l'Afrique contemporaine. Typique à cet égard est la position de Guy C.Z. Mhone, économiste du Malawi : pour combattre « la prédominance des préjugés anglo-américains ou occidentaux... l'Afrique doit s'efforcer d'élaborer une tradition intellectuelle qui lui soit

(14) Immanuel Wallerstein, *The evolving role of the African scholar in African studies*, Communication au 25^e congrès annuel de l'ASA, Washington, DC, 1982, p. 12.

(15) *West Africa*, 4 avr. 1983, p. 846.

(16) Le lecteur que la chose intéresse consultera avec profit les numéros de

Issue : A Quarterly Journal of Opinion des années 70 : on y trouve de multiples critiques de l'ethnocentrisme attribué aux sciences sociales américaines ; voir également les contributions d'Ilunga Kabongo, Zola ni Vunda et Wamba-dia-Wamba dans l'ouvrage pré-cité d'Alf Schwartz, *Les faux prophètes de l'Afrique*.

propre, et qui reflète, à travers les choix des phénomènes à enquêter, les valeurs et l'urgence des problèmes économiques, sociaux et politiques de l'Afrique » (17). Cette attitude de retrait, de scepticisme vis-à-vis de l'outillage méthodologique anglo-saxon et des priorités qu'il impose à la recherche, exprime non seulement une sorte de « ras-le-bol » devant l'avalanche des modèles anglo-saxons (bien que certains soient reconnus comme plus ou moins valables suivant l'ordre des phénomènes à analyser), mais surtout une critique de leur applicabilité à des sociétés autres que les sociétés occidentales. Quant à savoir plus précisément en quoi consistent les modèles de rechange, comment retailler les outils d'analyse, redéfinir l'ordre des priorités de la recherche, on constate qu'il reste encore beaucoup à faire sur le plan de la critique constructive — mais rien n'interdit d'y réfléchir.

Recoupant en partie l'argument de l'« africanisme africain », les critiques d'inspiration marxiste mettent elles aussi l'accent sur le rôle mystificateur de la conceptualisation, formalisation et modélisation anglo-saxonnes. Elles découlent cependant d'un tout autre constat de carence. Il y a au départ cette idée désormais banale que les sciences sociales américaines s'articulent autour d'une vision fondamentalement conservatrice de la politique : percevoir la société comme un système d'équilibre, comme le suggèrent la plupart des modèles fonctionnalistes, c'est privilégier les forces d'intégration au détriment des multiples formes de conflit et de violence qui traversent l'Afrique. A cela s'ajoute un profond scepticisme quant à la pertinence du fait ethnique comme facteur d'explication des conflits sociaux : derrière les affrontements ethniques, ce sont les phénomènes de classe qui s'imposent à l'analyse comme variable sensible, et ceux-ci ne peuvent être appréhendés que dans le contexte des relations de dépendance qui se nouent à travers les multinationales et autres satellites du capitalisme international. Sans entrer dans le labyrinthe des diverses écoles de pensée et modèles qui, à l'heure actuelle, se réclament d'une approche marxiste ou marxisante, notons que l'africanisme américain d'inspiration néo-marxiste reste très minoritaire par le nombre et par l'influence qu'il exerce au sein de la profession. Outre les incompatibilités d'ordre idéologique et intellectuel qui, de tout temps, ont hypothéqué l'amorce d'un dialogue entre les sciences sociales américaines et le marxisme, la médiocrité de la production académique afro-marxiste américaine a également contribué à cet état de choses. Il n'en reste pas moins vrai que, par rapport aux années 60, le courant de pensée néo-marxiste s'est nettement affirmé, en partie grâce à l'effet d'émulation provoqué

(17) Guy C. Mhone, « The case against africanists », *Issue*, été 1972, p. 10.

par l'émergence de groupes de recherche européens d'obédience néo-marxiste — tel que celui qui gravite autour de la *Review of African Political Economy* (18), — en partie en vertu de la vogue que connaît depuis quelques années le concept d'économie politique (lequel permet de réhabiliter l'approche marxiste sans la nommer), enfin en raison des travaux importants dus à la plume de politologues de gauche comme Richard Sklar, Claude Ake, Joel Samoff et Immanuel Wallerstein.

Des africanistes concernés

Malgré leur faiblesse numérique et institutionnelle, les néo-marxistes continuent à jouer un rôle critique et important autant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'ASA, non seulement par leur remise en question des approches conventionnelles, mais aussi et surtout par leurs prises de position à l'égard de la politique africaine des États-Unis. Ils constituent la majorité des membres de l'Association of Concerned African Scholars (ACAS), association qui, comme son nom l'indique, s'adresse à tout africaniste qui se sent « concerné » par les effets pervers et autres de la politique américaine vis-à-vis du continent africain, et dont le but principal est de mobiliser l'opinion publique en faveur d'une meilleure compréhension des problèmes africains. C'est ainsi que, par le canal de l'ACAS, par la diffusion de sa lettre d'information, l'organisation de tables rondes et la mise en œuvre d'un réseau de contacts destiné à faciliter l'accès aux instances civiques et gouvernementales, un certain nombre d'africanistes de gauche s'efforcent d'acquiescer une plus grande visibilité auprès du public américain.

Ce n'est pas seulement la gauche de l'africanisme universitaire qui affiche ainsi ses préoccupations, ce sont tous ceux qui, en tant que citoyens et africanistes, se sentent concernés par les erreurs et les contradictions de la politique américaine en Afrique.

Un premier sujet de préoccupation, et non des moindres, a trait au rôle de plus en plus déterminant que jouent la CIA et son homologue du Département de la Défense, la DIA, dans l'élaboration de la politique africaine des États-Unis. Nous avons déjà mentionné les ingérences de ces organismes dans le domaine de la recherche contractuelle. Plus grave encore est l'extrême lati-

(18) Notons à ce propos l'importance des travaux de Colin Leys, l'un des animateurs de la *Review of African Political Economy* et auteur d'un ouvrage remarqué (aux États-Unis plus qu'ailleurs) sur le Kenya, *Underdevelopment in Kenya*, Ber-

keley and Los Angeles, University of California Press, 1975. Qu'un ouvrage aussi « engagé » dans l'analyse marxiste ait bénéficié des subsides de la Rockefeller mérite également d'être relevé.

tude dont ils jouissent dans l'exécution et parfois aussi dans la formulation de la politique africaine du Département d'État. Le phénomène n'est pas nouveau. Comme le montre un ouvrage récemment paru (19), à la suite du rapport d'enquête de la commission sénatoriale sur la CIA (*Church Committee Report*, 1975), on ne peut guère comprendre les bouleversements qui suivirent l'indépendance du Congo ex-belge sans tenir compte des multiples interventions de la CIA. Ce qui est nouveau, c'est le sentiment d'impuissance qu'éprouvent un certain nombre d'africanistes face à un état de fait qui apporte un démenti flagrant à l'utilité de leurs travaux. Le renfort conceptuel que devait donner à la politique américaine le développement des connaissances sur l'Afrique s'est révélé illusoire. Peut-on s'étonner que le gouvernement fédéral (malgré les objections du Congrès) se montre si parcimonieux dans l'octroi de subsides aux études africaines, alors que celles-ci sont jugées superfétatoires par rapport à l'atout que représentent les services de renseignement ? Et comment s'étonner que, dans un certain nombre de cas précis (l'Angola en 1975, le Shaba en 1978, la Namibie en 1981-82), les responsables de la politique américaine se soient révélés aussi inaptes à appréhender les réalités du continent africain ?

La conjoncture actuelle en Afrique australe met au jour un autre ordre de contradictions : les unes naissent du souci que traduit la politique américaine en Afrique du Sud de préserver les positions acquises du *big business*, tout en s'efforçant de se concilier les faveurs des masses africaines ; les autres sont le résultat d'une conception manichéenne des rapports de force en Afrique australe : à force de ne voir dans les conflits locaux que les rivalités de la guerre froide, l'administration Reagan fait preuve d'une singulière insensibilité à l'égard des véritables intérêts de l'Afrique. Sans entrer dans les détails de cette politique, il faut souligner combien elle heurte non seulement les conceptions des africanistes « libéraux », mais aussi les convictions et les sympathies de la communauté noire américaine, et plus particulièrement de ceux de ses membres qui s'identifient à leurs frères africains. C'est autour de ces aspects de la politique américaine que se cristallise un mouvement d'opinion critique multiracial où figurent, à côté de certains membres de l'ASA, des groupes de pression tels que Transafrica, l'American Committee on Africa et le World Council of Churches. C'est par le canal de ces groupes de pression que les africanistes américains sont en mesure de traduire la véritable nature de la politique africaine de l'administration Reagan : ni une panne, ni un accident de parcours, mais le résultat d'une

(19) Madeleine G. Kalb, *The Congo cables*, New York, Macmillan, 1982.

vision fondamentalement erronée des mutations qui traversent le continent africain.

Face à cette situation et aux multiples avatars que connaissent les États africains, la tentation est grande de céder au cynisme ou à l'indifférence. Le temps n'est plus où l'africanisme américain dessinait son propre univers, s'efforçait de faire surgir des indépendances africaines les promesses du progrès et du développement. L'avenir du continent est désormais identifié à l'incertitude, tout comme les théories et modèles — sans cesse démentis, toujours reconstruits — de l'africanisme universitaire. Malgré ces aléas, celui-ci conserve sa vitalité, celui-là son potentiel de développement. La qualité des travaux américains sur l'Afrique n'est plus à démontrer : la liste serait longue des ouvrages qui témoignent de leur richesse. Ce qui reste à démontrer, c'est leur pertinence, leur applicabilité aux problèmes concrets qui se posent à l'Afrique, et surtout leur impact dans les processus décisionnels. Parce qu'ils pourraient plus efficacement que d'autres contribuer à dissiper les illusions de la politique africaine des États-Unis, il est d'autant plus regrettable de constater que, dans bien des cas, les africanistes américains ont, consciemment ou inconsciemment, œuvré à les renforcer.